

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes in Africa



MEDIA MONITORING

14 November 2014

Missiles TL-50 : un signal fort de Kigali dans les Grands Lacs

Source : DigitalCongo.net

Kinshasa, 13 novembre 2014 - Par l'acquisition de ces missiles de défense aérienne TL-50, le Rwanda devient le premier pays dans la région et dans l'ensemble du continent africain à disposer de cette arme redoutable.

Le pays de mille collines vient d'acquérir des missiles de défense aérienne TL-50. Selon Kanwa Defense Review, un magazine militaire en langue chinoise basé au Canada, qui a livré cette information, ces missiles ont été achetés auprès de Chine du Nord Industries Corporation dont le siège se trouve à Beijing.

Le Rwanda devient ainsi le premier et l'unique pays du continent africain à disposer des missiles TL-50. Ce dispositif de défense a la capacité de détruire des cibles à plus de 25 km de la terre avec possibilité de pourchasser 144 cibles. Le TL-50 peut lancer 12 missiles pour intercepter 12 cibles de manière simultanée.

Qui veut la paix déstabilise son voisin

Des observateurs avisés de la scène politique dans la région des Grands Lacs font remarquer qu'une peur morbide ronge le régime en place au Rwanda. Ce régime autoritaire dominé par la pensée unique d'un homme, Paul Kagame pour ne pas le citer, a toujours craint de voir les rwandais exclus du jeu politique -à défaut de prendre le pouvoir par des voies démocratiques auxquelles ils n'ont du reste pas accès- être tentés par un coup de force.

La RDC, qui sous le règne du « Président- Fondateur », avait accepté en 1994 d'accueillir sur son sol les réfugiés rwandais d'origine hutu après la prise de pouvoir à Kigali par l'Armée patriotique du Rwanda (APR), est perçue par les autorités rwandaises comme

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

une anti-chambre à partir de laquelle le danger peut venir. D'où cette option macabre prise par Kigali d'entretenir, à travers des vrais- faux mouvements de rébellion, l'insécurité à l'Est de la RDC pour maintenir sa propre sécurité. La constitution des mouvements tels que le RCD, le CNDP, le M-23 procède de cette stratégie.

L'évolution politique tant au niveau de la région qu'au niveau international ne se prêtant plus à ce jeu funeste, Kigali aurait-il finalement changé son fusil d'épaule ? Quelle que soit la réponse à cette question, le gouvernement de la RDC devrait rester vigilant face à un voisin belliqueux dont les visées expansionnistes n'ont pas besoin d'être démontrées. Qui sait, peut-être qu'en se dotant des missiles TL-50 Kigali se prépare, l'occasion venue, à envahir l'Est de la RDC pour concrétiser son projet de balkanisation qu'il a toujours nourri. Dans le cas où il serait tenté par cette aventure, il faut qu'il trouve sur son chemin une armée suffisamment aguerrie et purgée des officiers affairistes et autres complices. Un homme averti en vaut deux.

« Luanda est fortement impliqué dans la recherche des solutions pour la paix dans les Grands lacs » selon l'ambassadeur José Emilio Guerra

Source : Le Potentiel via DigitalCongo.net

En marge du 19ème anniversaire de l'indépendance de l'Angola, l'ambassadeur J. Emilio Guerra réaffirme l'implication de Luanda dans le processus visant la recherche de la paix dans les Grands Lacs

Kinshasa, 11 November 2014 - Des questions d'actualité, dont la situation politique, ont dominé le point de presse animé par l'ambassadeur d'Angola en RDC en marge du 39ème anniversaire de l'indépendance de son pays. La République d'Angola Célèbre, ce mardi 11 novembre le 39e anniversaire de son accession à l'indépendance. En marge de cet anniversaire, le diplomate angolais José Emilio Guerra a animé un point de presse, lundi 10 novembre en sa résidence de Gombe à Kinshasa.

Au cours de ce tête-à-tête avec les professionnels des médias, l'ambassadeur angolais en poste à Kinshasa a passé en revue les différentes questions d'actualité de son pays. Il s'agit, entre autres, de la situation politique, socioéconomique, culturelle ainsi que celle de la politique étrangère.

Paraphrasant le président angolais. José Eduardo dos Santos, dans son discours sur l'Etat de la nation prononcé le 15 octobre dernier, à l'ouverture de la 8ème session législative du Parlement angolais, il a indiqué que « la situation politique du pays est stable et que la paix se consolide tous les jours grâce à l'esprit de tolérance de

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

compréhension, et le pardon de tous... » Raison pour laquelle les partis politiques, la Société civile et les Eglises mènent des campagnes de conscientisation et d'éducation pour la paix et la démocratie, sur bases des valeurs de la liberté, du respect mutuel de l'opinion de l'autre, de la tolérance, de l'harmonie sociale, de la fraternité et de la solidarité, a ajouté M. José Emulio Guerra.

Innovation

Pour ce qui est de la situation sociale de son pays, le diplomate angolais a fait remarquer: « C'est pour la première fois depuis son indépendance que l'Angola vient de réaliser en mai dernier le premier recensement général de la population et de l'habitation ». Une opération qui, à ses jeux, a permis au pays de disposer d'une base crédible susceptible de tracer une politique nationale de la population, d'aménagement et du développement du territoire essentielle pour la recherche des voies et moyens permettant d'atteindre les objectifs les objectifs du Plan national de développement en cours.

Dans les secteurs socioéconomiques, la situation est stable. A ce sujet, il a rappelé qu'en 2013, le taux d'inflation a été de 7,7%. Tandis qu'au premier semestre 2014. Il a été de 6.9%. Le plus bas enregistré depuis la fin de la guerre civile en 2002. Quant au taux d'échange, il est resté stable, a souligné Emilio Guerra.

Néanmoins, l'ambassadeur d'Angola en RDC a indiqué que des données indépendantes ont révélé: « La moitié de la population angolaise ne vit plus en dessous du seuil de la pauvreté. D'ailleurs, plusieurs institutions internationales se référant aux avancées obtenues par l'Angola, disent que le pourcentage d'Angolais qui vivaient avec moins de deux dollars américains par jour est passé de 92% en 2000 et à 54% en 2014 ».

Parlant de la politique extérieure d'Angola il a dit que son pays préside la Conférence internationale pour la région des Grands Lacs (CIRGL) et venait d'être élu membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies.

Dans le cadre de la CIRGL, l'Angola est fortement impliqué dans le processus visant la recherche des solutions pour la paix dans la région des Grands Lacs, particulièrement en RDC, où les mouvements rebelles ne cessent de semer la mort et la désolation.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

DR Congo's M23 rebels warn of new conflict risk

Source: AFP via MailOnline

7 November 2014 - The leader of the Democratic Republic of Congo's defeated M23 rebels has warned of the possibility of renewed conflict, signalling mounting frustrations among the group's confined-to-camp fighters.

The rebels' 18-month war, during in which they briefly seized the key town of Goma, capital of mineral rich North Kivu province, was brought to an end a year ago by government troops and UN peacekeepers, with fighters fleeing into neighbouring Uganda and Rwanda.

According to the Ugandan army, close to 1,300 rebels -- the bulk of their surviving fighting force -- signed papers in May vowing not to fight again in return for a possible amnesty, but M23 president Bertrand Bisimwa said that if Kinshasa did not fulfil its side of the deal, he could not "give guarantees for what will happen tomorrow."

"The main causes of this conflict should be dealt with, the causes remain. Today, the security situation in the country has completely deteriorated," he told AFP in an interview in the Ugandan capital Kampala.

"Negative forces continue to plunder the east," he said, complaining that no other rebel force "has been disarmed or stopped."

"They continue to kill. The number of women raped increases each day. The question of refugees has not been resolved. The issue of national reconciliation has simply been forgotten," Bisimwa said.

While the M23 were defeated, multiple armed groups still operate in a region that has been in turmoil for the best part of the past two decades.

Much of the rebel activity consists of abuses against civilians and illegal exploitation of natural resources, be it metals, ivory or timber.

- No guarantees -

Bisimwa accused Kinshasa of reneging on its side of a deal, including the release of M23 fighters from prisons in DR Congo -- and that this meant M23 fighters in camps in Uganda were fearful of returning to reestablish the group as a mainstream political party.

Kinshasa has so far given an amnesty to some 300 M23 rebels. An M23 delegation had been due in the city for talks on Friday, but reportedly did not turn up -- and the group has already been accused of missing several meetings.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

With their fighters disarmed and held under guard in camps in Uganda and Rwanda the M23 now hold little if any influence on the ground. The M23 chief, however, implicitly warned his men would fight again should agreements fail.

"When we took up arms, it was when we were forced to do so because to not take up arms would have meant dying. When our people are killed, out of view of the cameras, when our women are raped and our possessions looted, what do you expect us to do? And those that were doing it did so either with the knowledge of the government or its army. What should we have done?" he said.

"We cannot give guarantees of what will happen tomorrow. If the government does not respect its commitments, we regret to tell you that nobody will force us to respect ours," Bisimwa said.

The United Nations and Kinshasa accused both Rwanda and Uganda of actively backing the mainly ethnic-Tutsi M23 rebellion, launched by mutinous soldiers, claims denied by both Kigali and Kampala.

DR Congo President Joseph Kabila announced the amnesty in February, to cover "acts of insurgency, acts of war and political offences."

However, more serious transgressions are excluded from the amnesty, including crimes against humanity, torture, sexual violence, child conscription and embezzlement and looting -- allegations that have been levelled at large numbers of M23 fighters by the UN.

RD CONGO : Les massacres, les mensonges et le génocide des Congolais

Source : Agora Vox

Par Boniface Musavuli

Les massacres qui se produisent en territoire de Beni, depuis le 2 octobre dernier, sont attribués par le gouvernement congolais et la Mission de l'ONU au Congo (Monusco) aux rebelles ougandais des ADF. Une version officielle qui ne convainc pas. Depuis, la population manifeste en signe de désaveu de la Mission onusienne et du pouvoir de Joseph Kabila. Parallèlement aux manifestations, la population a entrepris de se prendre elle-même en charge, une démarche qui a permis d'y voir un peu plus clair dans ces tueries qui dissimulent à peine l'identité de leurs commanditaires et des mobiles inavouables.

7 novembre 2014 - Pour rappel, une première série de massacres s'est produite sur l'axe Oicha-Eringeti du 2 au 9 octobre faisant 23 morts. Elle a été suivie d'un massacre de plus

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

grande ampleur à Ngadi et dans les quartiers périphériques de Beni, les 15 et 16 octobre. Bilan : 32 morts. Le lendemain va se produire la troisième série de massacres à Eringeti au cours de laquelle 24 personnes dont 9 femmes et dix enfants seront achevés à l'arme blanche. Eringeti, Oicha, Ngadi et Beni sont des secteurs totalement sous contrôle des FARDC, l'armée congolaise. Mieux encore, l'attaque du 17-18 octobre s'est produite alors que se trouvaient dans la ville de Beni le chef de la troisième zone de défense, le général Léon Mushale, et le commandant militaire du Nord-Kivu, le général Emmanuel Lombe. Se trouvait également dans la ville de Beni le patron de la Monusco, Martin Kobler, et le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku. Le président Joseph Kabila est arrivé à Beni dix jours plus tard, le 29 octobre. La nuit de son arrivée, quatorze personnes ont été massacrées dans la localité de Kampi ya Chui. Et, le 2 novembre, au lendemain de son départ, huit personnes ont été tuées dans le quartier Bel-Air en périphérie-est de Beni.

En l'espace d'un mois, les différents carnages ont coûté la vie à 120 personnes dans des zones pourtant totalement sous contrôle de l'armée et des casques bleus. Un ennemi qui attaque dans des conditions pareilles est soit fou, soit suicidaire. Il n'en est rien. A chaque fois, les assaillants repartent sans que les milliers de militaires et les casques bleus qui quadrillent la région ne soient en mesure d'en capturer un seul. Le doute sur l'identité « ADF » des assaillants ne tarde pas à prendre forme.

Le doute sur l'identité « ADF » des assaillants

On parle bien de « rebelles ougandais », « hostiles au régime de Yoweri Museveni », mais qui, bizarrement, ne mènent aucune attaque contre l'Ouganda. Ils attaquent la population congolaise, un comportement qui suffit à enlever toute forme de crédibilité à l'essentiel des informations véhiculées sur ces assaillants. Nous sommes en présence d'une violence politico-militaire visant le Congo et la population congolaise. Rien à voir avec un quelconque mouvement islamiste hostile à l'Ouganda. Des témoignages ne tardent pas à affluer. A Ngadi, des témoins ont aperçu les assaillants en train de boire avant de passer à l'attaque. Des islamistes qui boivent...

La population de Beni n'est pas la seule à rejeter la version officielle. Dans son article du 21 octobre, la journaliste belge Colette Braeckman doute que « ces atrocités soient réellement l'œuvre des ADF », évoquant une de ses sources locales. L'ancien ministre des Affaires étrangères, Mbusa Nyamwisi, originaire de Beni, enfonce le clou en accusant le général Mundos, un proche de Joseph Kabila, d'être à la fois « le commandant des FARDC et des ADF ». Le discrédit des autorités qui en résulte est tel que la population décide de prendre les choses en main, une démarche citoyenne qui permet d'y voir beaucoup plus clair, quelques suspects capturés ayant livré la face cachée de cette affaire des ADF.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

En effet, après la troisième série de massacres, plusieurs individus ont été capturés par la population. Ils avaient des machettes dans leurs bagages et arrivaient à Beni par la route du Sud. Ils avaient été trahis par leur accent et la difficulté qu'ils avaient à s'exprimer en swahili. Ils disaient se rendre à Eringeti pour aller cultiver des champs et étaient munis de laissez-passer délivrés par les autorités provinciales de Goma. Un Congolais n'a pas besoin d'un laissez-passer pour circuler sur le territoire national. Et, visiblement, les individus apparaissaient clairement comme n'ayant aucune attache sur le territoire congolais. La face cachée des « présumés ADF » vient d'être mise à nu. Nous sommes en présence de sujets rwandais, ou, pour être plus précis, des combattants rwandougandais dans le prolongement des aventures du M23. La main du Rwanda et de l'Ouganda apparaît comme un nez dans la figure, une évidence que nous avons déjà relevée dans un article de décembre 2013. Mais tout le monde s'enferme dans l'hypocrisie, en commençant par les autorités congolaises et la Monusco. Les raisons du malaise ne se trouvent pas à Beni.

Pourquoi ils mentent ?

Nous sommes en présence de tueries qui n'ont a priori aucune explication rationnelle. Des tueurs apparaissent dans les quartiers et se mettent tout simplement à découper les habitants à la machette, de façon indiscriminée. Les premières images des carnages trahissent néanmoins la main de leurs auteurs. Elles portent la signature des milices rwandaises dont aucune n'opère dans le territoire de Beni. Les ADF, connus dans la région depuis deux décennies, n'ont pas la réputation de massacrer des femmes et des enfants. Ils enlèvent leurs victimes, les utilisent ou exigent des rançons. Des « tueurs rwandais » ont donc fait leur apparition à Beni. Pourquoi ?

On y comprend pas grand-chose jusqu'à ce qu'on se penche sur les difficultés de mise en œuvre de l'accord d'Addis-Abeba, et surtout des engagements de Nairobi signés le 12 décembre 2013 par le gouvernement congolais et le M23. Depuis des mois, le Congo est mis sous pression pour qu'il s'acquitte des engagements signés à Nairobi avec le M23. Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU au Congo, Martin Kobler, a demandé lundi 27 octobre, au gouvernement congolais de réintégrer les ex-combattants du M23.

Plusieurs signaux et des sources concordantes annonçaient que ces combattants sont toujours actifs, s'organisent et sont au point de frapper. Mais Joseph Kabila est dans une situation inconfortable. S'il accède à leurs revendications (réintégration dans l'armée, amnistie totale et retour des populations rwandophones), il sera confronté à l'hostilité des Congolais au moment où il essaie de grappiller quelques miettes de confiance dans leurs cœurs, justement après les dégâts que le M23 lui a fait subir dans l'opinion nationale il y a un an. Kabila est donc obligé de faire la sourde oreille. La Monusco, de son côté, n'est

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

pas en meilleure situation. Si elle avoue devant la face du monde que des éléments liés au M23 ont massacré la population dans l'Est du Congo, on imagine aisément le tollé international auquel elle devrait faire face. Il y a exactement un an l'ONU annonçait que « le M23 n'existe plus en tant que force militaire ».

Au-delà du gouvernement congolais et de la Monusco, le Rwanda et l'Ouganda ne peuvent pas entendre dire que leurs miliciens ont encore mené des attaques sur le sol congolais. Paul Kagame est dans une situation délicate sur le plan international après la diffusion du documentaire de la BBC qui remet en cause la version officielle du génocide rwandais et dénonce ses interventions meurtrières au Congo. Toute vague de violence dans l'Est du Congo dans laquelle son nom pourrait apparaître lui sera de trop.

Finalement, un seul acteur doit porter la responsabilité des attaques dans l'Est du Congo : les ADF. C'est un ennemi invisible et qui ne parle pas. On peut lui attribuer toute sorte de crime, il n'y aura guère de démenti. Les combattants rwando-ougandais ont trouvé une couverture parfaite. Ils peuvent affluer sur le territoire congolais et opérer dans des secteurs sous contrôle d'une armée congolaise gangrenée par des infiltrés et dans laquelle ils comptent de nombreux complices, conséquences des brassages, des mixages, des intégrations et des amnisties. Et ils vont se livrer à des massacres spectaculaires qu'ils vont faire attribuer à un ennemi sur lequel l'opinion internationale doit se focaliser. C'est une stratégie abjecte dont la NRA en Ouganda et le FPR au Rwanda (les ancêtres du M23) étaient coutumières, selon Pierre Péan. On n'accusera pas le Rwanda. Beni est à 300 km des frontières rwandaises. On n'accusera pas non plus l'Ouganda parce qu'il s'agit des « rebelles-ougandais-hostiles-au-régime-de-Yoweri-Museveni »... mais-qui-n'attaquent-jamais-l'Ouganda. Un mensonge assez épais, mais ça passe. Parce qu'un mensonge répété mille fois devient une vérité.

Que les Congolais se réveillent !

La supercherie devrait durer jusqu'à ce que l'essentiel des effectifs du M23 se retrouve sur le sol congolais, prêts à relancer la même guerre que le Rwanda, l'Ouganda et leurs alliés font subir au Congo depuis 1996 et dont les enjeux restent les mêmes. Sauf si les Congolais se réveillent et emboîtent le pas à la population de Beni qui refuse de se faire massacrer par des faux « ADF ». Parce que même si le Congo a perdu six millions de ses habitants du fait de cette guerre qui perdure sous diverses formes, il faut toujours garder à l'esprit que chaque massacre supplémentaire crée des souffrances bien particulières. Il se traduit par l'arrivée de nouveaux orphelins, de nouvelles veuves, de nouveaux veufs et de nouvelles familles traumatisées à jamais. Pour la communauté internationale, la Monusco, le Rwanda, l'Ouganda et même le régime de Joseph Kabila, ces tueries font partie des « stratégies » et de la « géopolitique ». Mais pour les Congolais il s'agit de se faire tuer comme une bête ou de lutter pour sa survie. C'est donc aux

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

Congolais eux-mêmes, en tant que peuple, qu'il revient de se mobiliser, surtout à Kinshasa, pour mettre fin à ce génocide mené sur fond de mensonges. A six millions de morts, un peuple doit pouvoir se lever et dire « ça suffit ! » Autrement, ces massacres vont se reproduire leurs auteurs étant quasiment assurés de la totale impunité.

East Africa: AfDB to Fund Rwanda, Burundi, Tanzania Roads

Source: The New Times via AllAfrica.com

By James Karuhanga

9 November 2014 - The African Development Bank (AfDB) and the East African Community (EAC) last week signed a \$2.6 million to finance feasibility studies and design for the rehabilitation of some road sections of the Central Corridor in Tanzania, Rwanda and Burundi.

The Letter of Agreement, under the NEPAD-Infrastructure Project Preparation Facility, was signed by Tonia Kandiero, AfDB's Resident Representative in Tanzania and the EAC Secretary General, Dr Richard Sezibera, at the EAC Headquarters in Arusha, Tanzania.

The New Partnership for Africa's Development (NEPAD) is an African Union strategic framework for pan-African socio-economic development.

According to the EAC Secretariat, the grant will finance consultancy services related to undertaking feasibility studies, detailed engineering designs, environmental and social impact assessment, and preparation of bidding documents.

All this is for the rehabilitation of the road sections joining Rusumo to Lusahunga and Nyakanazi to Manyovu via Kasulu in Tanzania; Kayonza to Kigali in Rwanda; and Rumonge to Bujumbura via Rutunga in Burundi.

Burundi improves rank

Source: East African Business Week

By Renovat Nimbona

Bujumbura, 9 November 2014 - Burundi is ranked first in sub-Saharan Africa for starting a business in the recently published 2015 Doing Business (DB) survey published by the World Bank and International Finance Corporation.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

Overall the country is ranked 152nd out of 189 economies.

However, Burundi is satisfied by the ranking on certain indicators. It is ranked first on starting a business, 4th on the indicator of registering property after Rwanda, Ghana and Sudan and finally on the 11th position on the indicator of protecting minority investors at the Sub-Saharan Africa level.

At the world level, Burundi is ranked 18th out of 189 economies on the indicator of starting a business.

“The decline in the overall ranking is due to the change in methodology whose goal is to improve data collection and provide an objective basis for improving the regulatory environment for business,” Eng. Schadrack Niyonkuru said. He is an Advisor in the Office of the Second Vice-President of the Republic, in charge DB reforms.

He said the decrease was also due to the fact that during the evaluation by the team of the World Bank, a number of bills were being prepared, but have yet to be adopted in time.

These included bills amending the commercial Code, the bill revising the code of private companies with public participation and the draft law on trader’s insolvency.

If the new classification criterion is considered, the doing Business distance to frontier, which measures the gap between a particular economy’s performance and the best practice, and serves as basis for the ease of doing business rankings, Burundi has reduced its distance by 1.13% give from 49.94% in the 2014 DB report to 51.07% in the 2015 DB report.

Burundi has made progress on five indicators and stayed in the same place on 4 indicators and declined slightly on one indicator.

It is the second to make more efforts in the EAC member countries after Uganda who experienced a reduction of 1.57% in regards to the ranking on the distance to frontier.

Ban appoints envoy for UN Burundi office ahead of country’s elections

Source: UN News Centre

10 November 2014 – Secretary-General Ban Ki-moon has appointed Cassam Uteem as his Special Envoy and Head of the United Nations Electoral Observation Mission in Burundi (MENUMB), the UN Spokesperson’s office announced today.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

According to a press release, Mr. Uteem, a native of Mauritius, will bring his many years of political and diplomatic experience to his new role which will begin with the start of MENUB's operations on 1 January 2015.

Mr. Uteem served as President of Mauritius from 1992 to 2002 after holding various ministerial appointments within his country. In addition to his notable political career, he is credited for having promoted his country's "Unity in Diversity" policies which, according to the press release, "succeeded in establishing national unity and a stable inclusive democracy in a multi-ethnic, multi-religious society."

The UN Security Council set the creation of MENUB in motions in February following the Burundi Government's request for a UN-backed electoral observer mission before, during and after Burundi's upcoming 2015 elections.

It will replace the UN Office in Burundi (BNUB) which was set up in 2006 following a ceasefire between the Government and the last remaining rebel forces to support peace consolidation, democratic governance, disarmament and reform of the security sector. BNUB wraps up its mandate at the end of the year.

Burundi was the first country, along with Sierra Leone, to be put on the agenda of the UN Peacebuilding Commission (PBC), which was also established in 2006, to ensure that countries once ravaged by war do not relapse into bloodshed.

Joining Mr. Uteem at MENUB will be Issaka Souna of Niger, who will function as the Mission's Deputy Head. Mr. Souna has been the Minister of Justice as well as a former President of the Bar of his country and has also worked with the UN Office in West Africa (UNOWA) and the UN Development Programme (UNDP). From August 2011 to December 2012, he also served assignments in elections observation in Madagascar.

Soudan/Un homme entrant par effraction à la Présidence tue deux hommes

Source : Afriqinfo

Par A. Galley

10 novembre 2014 - Selon les faits rapportés à l'AFP, un assaillant est rentré à la présidence samedi dernier, a refusé de s'arrêter à la porte occidentale du palais, a volé un pistolet à l'un des gardes puis l'a tué ainsi que son collègue avant que d'autres soldats ne l'abattent. Selon le porte-parole de l'armée, M. Al-Sawarmy Khaled Saad, l'homme

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

était un malade mental. Le président Omar el-Béchéir et ses ministres ne se trouvaient pas dans le palais au moment de l'attaque, a-t-il rassuré.

Le colonel a identifié l'assaillant comme Salah Kafi Quwa, un homme originaire de la ville de Kadougli, dans l'Etat du Kordofan-Sud, où des rebelles combattent les forces gouvernementales.

Soudan du Sud : l'IGAD salue l'accord des belligérants pour cesser les hostilités

Source: Agence de presse Xinhua

10 novembre 2014 - Les envoyés spéciaux de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) pour le Soudan du Sud ont salué l'accord conclu samedi [8 novembre] entre les parties belligérantes du Soudan du Sud pour cesser les hostilités.

Selon une déclaration de l'IGAD publiée dimanche, cet accord qui prévoit un calendrier sur la fin de la crise est une étape essentielle pour rétablir la paix au Soudan du Sud.

Les envoyés spéciaux ont appelé les parties à prendre rapidement et sérieusement toutes les mesures nécessaires pour la mise en œuvre de ce calendrier, dit la déclaration.

Sur la demande des parties belligérantes, le gouvernement sud-soudanais et le SPLM/A (opposition), l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement reconnaissent le besoin d'accorder 15 jours aux deux parties pour leur permettre de mener des consultations dans leurs camps respectifs.

Selon la déclaration de l'IGAD, le gouvernement sud-soudanais et le SPLM/A ont accepté d'observer le cessez-le-feu de façon inconditionnelle, complète et immédiate et de mettre fin à la guerre. Ils se sont engagés à cesser immédiatement le recrutement et la mobilisation des civils.

Toute violation du cessez-le-feu par une des parties belligérantes entraînera une action collective de la région de l'IGAD contre les responsables de telles violations, qui comprendra le gel des avoirs, l'interdiction des voyages à l'intérieur de la région, l'embargo sur les armes et les munitions, indique l'IGAD.

"En outre, la région IGAD doit, sans autre référence aux parties belligérantes, prendre les mesures nécessaires pour intervenir directement au Soudan du Sud afin de protéger la vie et restaurer la paix et la stabilité", dit la déclaration de l'IGAD.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

Soudan du Sud: reprise des combats malgré de récentes discussions de paix

Source : Jeune Afrique

10 novembre 2014 - Des combats ont éclaté au Soudan du Sud entre forces gouvernementales et rebelles, a-t-on appris lundi auprès des belligérants, à peine 48 heures après de nouvelles négociations sous médiation est-africaine pour arriver à un cessez-le-feu.

Selon un porte-parole militaire de la rébellion, Lul Ruai Koang, les troupes gouvernementales ont "lancé des attaques coordonnées" dans les Etats d'Unité (nord) et du Haut-Nil (nord). Des bases rebelles dans l'Etat de Jonglei ont également été "soumises à d'intenses bombardements d'artillerie", a déclaré M. Ruai Koang dans un communiqué.

"Le gouvernement est entièrement responsable de ces attaques injustifiées qui n'ont d'autre objectif que de reprendre le contrôle de champs pétroliers sous notre contrôle", a-t-il accusé.

Le porte-parole de l'armée gouvernementale, Philip Aguer, a confirmé les combats en cours dans le Haut-Nil, en rejetant la responsabilité sur le camp rebelle.

"Les assaillants ont été repoussés", a-t-il affirmé sur une radio locale.

Plus jeune pays de la planète, le Soudan du Sud a acquis son indépendance du Soudan en 2011, après des décennies de guerre contre le régime de Khartoum.

Depuis fin 2013, il est en proie à un grave conflit civil, lorsque des combats ont éclaté au sein de l'armée sud-soudanaise, minée par des dissensions politico-ethniques sur fond de rivalité entre les troupes fidèles au président Salva Kiir et celles de son ancien vice-président et rival Riek Machar.

Le conflit, parti de la capitale Juba, s'est étendu au reste du pays, se transformant en affrontement ethnique, essentiellement entre Dinka et Nuer. Une vingtaine de groupes armés participent désormais aux combats.

Des milliers, voire des dizaines de milliers de personnes ont été tuées dans ce conflit - aucun bilan précis n'existe - et plus de 1,8 million chassées de chez elle, dont près de 100.000 s'entassent dans diverses bases de l'ONU.

Plusieurs cessez-le-feu, à peine signés, ont volé en éclats. Ces derniers affrontements en cours se déroulent à peine 48 heures après un nouveau round de négociations sous les auspices de l'Igad, organisation régionale est-africaine.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

Samedi, l'Igad avait donné quinze jours aux belligérants pour finaliser un cessez-le-feu et un accord intérimaire de partage du pouvoir, faisant planer la menace de sanctions contre les deux parties: gels d'avoirs, interdictions de voyager, embargo sur les armes.

L'Igad avait également menacé de "prendre les mesures nécessaires pour intervenir directement au Soudan du Sud pour y ramener la paix".

Les souffrances « indescriptibles » des Soudanais du Sud

Source : Le Monde

10 novembre 2014 - La population du Soudan du Sud, ravagé depuis onze mois par une guerre civile, endure des « violences et des abus indescriptibles », en plus d'être menacée par la famine, a dénoncé lundi 10 novembre dans un rapport une organisation non gouvernementale.

Le degré de violence dans le pays, où les massacres interethniques et les viols collectifs sont devenus courants, dépasse désormais les souffrances subies pendant les décennies de lutte pour l'indépendance contre Khartoum, relève l'IRC (International Rescue Committee).

Le Soudan du Sud, qui a proclamé son indépendance en juillet 2011, a plongé dans la guerre civile depuis décembre 2013, lorsque son président, Salva Kiir, a accusé son ancien vice-président Riek Machar, limogé quelques mois plus tôt, de vouloir commettre un coup d'État. Les combats ont rapidement dégénéré en conflit ethnique — les Dinka de Kiir contre les Nuer de Machar — marqué par des atrocités à grande échelle et des massacres commis par les deux camps.

Situation « désespérée »

« Nous voyons de nouveau une catastrophe humanitaire où les plus vulnérables paient le prix mortel d'une crise politique fomentée par l'homme, qui doit être résolue immédiatement », a déploré le président d'IRC, David Miliband.

La situation est « désespérée », avertit encore le rapport, pour lequel « si le conflit ne prend pas fin (...), la crise au Soudan du Sud va se muer en un cycle sans fin de meurtres ethniques, de violences sexuelles et de dépendance totale à l'aide » internationale. « Des dizaines de milliers d'enfants » sont en outre menacés par la faim, en raison des pénuries alimentaires et de la hausse des prix des aliments de base, insiste le rapport de l'IRC.

Des combats ont repris au Soudan du Sud entre forces gouvernementales et rebelles, a-t-on appris lundi des belligérants, à peine quarante-huit heures après de nouvelles

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

négociations sous médiation est-africaine pour arriver à un cessez-le-feu. Tous les pourparlers de paix et tentatives de cessez-le-feu ont jusqu'ici échoué.

Soudan: une délégation du Comité de dialogue pour rencontrer les rebelles à Addis-Abeba

Source : Panapress

10 novembre 2014 - Le gouvernement soudanais a annoncé, lundi, l'envoi d'une délégation de huit membres de la direction du parti au pouvoir et d'autres responsables non-gouvernementaux à Addis-Abeba, en Ethiopie, en réponse à une proposition de l'Union africaine (UA) pour tenter de convaincre les mouvements armés à prendre part au dialogue national.

Présidé par l'ex-président sud-africain, Thabo Mbeki, le Panel de haut niveau de l'UA avait proposé, durant une récente visite au Soudan, que le Soudan envoie une délégation issue du parti au pouvoir et de partis non membres du gouvernement pour tenter de convaincre les rebelles de s'associer au processus de paix.

Selon le ministre de l'Information du Soudan, par ailleurs membre éminent du Democratic Unionist Party, pro-gouvernemental, le Dr Ahmed Bilal Osman, le Comité de pilotage 7+7 du dialogue national, baptisé 7+7, a décidé d'envoyer la délégation composée de quatre représentants des partis de gouvernement et quatre officiels de partis non membres du gouvernement, dans la capitale éthiopienne.

Selon le Dr.Osman, la réunion d'Addis se tiendra du 12 au 22 novembre pour coïncider avec les négociations entre une délégation gouvernementale et le Mouvement-Nord de libération du peuple du Soudan (SPLM-N) sur le conflit dans les deux régions du Sud-Kordofan et du Nil Bleu.

Le ministre soudanais des Affaires étrangères à Tripoli en médiateur dans la crise libyenne

Source : Panapress

10 novembre 2014 - Le ministre soudanais des Affaires étrangères, Ali Karti, entame lundi une visite officielle en Libye pour tenter de rapprocher les positions des protagonistes de la crise qui affecte ce pays, a indiqué une source diplomatique soudanaise à Tripoli.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

M. Karti entamera sa visite d'une journée par la ville de Beidha, siège temporaire du gouvernement d'Abdallah al-Theni, reconnu par la communauté internationale, avant de se rendre à Tripoli, la capitale, où il s'entretiendra avec des responsables libyens, selon la même source.

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une initiative du Soudan visant à aplanir les divergences entre les protagonistes en prélude à un dialogue inter-libyen.

Le Soudan doit accueillir une réunion des pays du voisinage de la Libye qui œuvrent à réunir tous les protagonistes autour d'une table de dialogue, afin de trouver une solution politique à la crise qui secoue ce pays de l'Afrique du Nord.

Le Premier ministre libyen, Abdallah al-Theni, a effectué en fin octobre une visite au Soudan qui a permis de relancer la coopération bilatérale entre les deux pays après un froid, suite aux accusations selon lesquelles, le Soudan aiderait militairement des groupes armés, ce que ce pays a toujours nié.

Un verdict de la Chambre constitutionnelle de la Cour suprême invalidant le nouveau Parlement a accentué la crise politique et sécuritaire qui secoue le pays depuis plusieurs mois.

La Libye est en proie à des affrontements armés dans l'Est et l'Ouest du pays qui ont fait plus de 300 morts à Benghazi et autant dans les villes de Kikla, al-Ghalaa et Querchefana, en moins d'un mois.